



HAL
open science

Le GOP et la politique étrangère : vers un nouvel isolationnisme ?

Frédéric Heurtebize

► **To cite this version:**

Frédéric Heurtebize. Le GOP et la politique étrangère : vers un nouvel isolationnisme ?. Politique Américaine, 2017, 29 (1), pp.119-141. 10.3917/polam.029.0119 . hal-01640677

HAL Id: hal-01640677

<https://hal.parisnanterre.fr/hal-01640677>

Submitted on 28 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le GOP et la politique étrangère : vers un nouvel isolationnisme ?

Frédéric Heurtebize*

Résumé

Le Parti républicain dispose d'ordinaire d'un avantage acquis auprès des électeurs sur les questions de politique étrangère. Plus enclin à un effort de défense soutenu, plus prompt à l'interventionnisme militaire et, surtout, plus intransigeant dans la défense de la souveraineté des États-Unis, il apparaît comme le meilleur garant de la

sécurité nationale. En 2016, alors même que les questions internationales occupent une place importante, le GOP semble pourtant divisé. Si l'establishment reste fidèle à la ligne interventionniste qui domine depuis la présidence Eisenhower, le candidat investi prône un isolationnisme musclé qui fait fi de toute dimension idéaliste ou morale américaine.

La position du Parti républicain sur les relations entre les États-Unis et le monde a fluctué au cours de son histoire. Partisan d'un interventionnisme expansionniste au tournant du xx^e siècle sous les présidences de William McKinley et de Theodore Roosevelt, le GOP a ensuite défendu une politique isolationniste qu'il a maintenue jusqu'au début des années 1950. De la présidence Wilson à celle de Lyndon Johnson, c'est le Parti démocrate qui, à des degrés variables, fut le principal promoteur de l'interventionnisme américain et le garant de l'internationalisme progressiste (*liberal internationalism*). Les désaccords qui éclatèrent entre « vieille » et « nouvelle » gauches lors de la guerre du Vietnam ont toutefois durablement entamé la cohésion et la crédibilité des Démocrates dans le domaine des relations internationales. Depuis lors, la politique étrangère a constitué un point fort du Parti républicain, jugé plus ferme et plus compétent dans la défense des intérêts nationaux sur la scène internationale. Certes, des tensions entre réalistes et idéalistes ou entre interventionnistes et partisans de la retenue ont toujours existé. Récemment, la présidence de George W. Bush a été dominée par l'interventionnisme unilatéraliste et belliqueux des néo-conservateurs gravitant autour du *think tank* Project for a New American Century (PNAC). Emmenés

.....
* Frédéric Heurtebize est maître de conférences en histoire et civilisation américaines à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense. Ancien chercheur associé aux universités Georgetown et Johns Hopkins (School of Advanced International Studies) à Washington, il est l'auteur d'un ouvrage, *Le Pêril rouge : Washington face à l'eurocommunisme* (PUF, 2014) et de plusieurs articles sur les relations internationales et la politique étrangère des États-Unis.

notamment par Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Condoleezza Rice et Paul Wolfowitz, les « faucons » (*hawks*) ont imposé leur concept de guerre préventive (*preemptive war*) et le renversement du dictateur irakien Saddam Hussein. Ils se sont en outre illustrés par leur exaltation de la puissance militaire comme instrument du changement de régime (*regime change*) et, ce faisant, se sont écartés de l'approche plus retenue de Bush père et de son équipe de politique étrangère, James Baker et Brent Scowcroft en tête¹. Dans l'ensemble, malgré les désaccords, les Républicains ont dans l'esprit des électeurs fait montre d'une plus grande cohérence que leurs rivaux démocrates. Ils ont maintenu des budgets de défense élevés, envisagé plus facilement l'emploi de la force militaire et se sont montrés plus enclins à agir unilatéralement au nom des intérêts et de la souveraineté des États-Unis².

Aux élections présidentielles, les candidats républicains ont globalement mieux réussi le test du commandant en chef. Il en fut ainsi de Richard Nixon contre Hubert Humphrey en 1968, en plein Vietnam, ou contre la « colombe » George McGovern en 1972. En 1980, la rhétorique musclée de Ronald Reagan l'emporta sur un Jimmy Carter discrédité par la crise des otages à Téhéran et l'incarnation pour l'opinion du déclin américain sur la scène internationale. La reconduction triomphale de Reagan à la Maison-Blanche en 1984 et l'élection de George H. W. Bush contre Michael Dukakis confirmèrent cet avantage. Même lors des élections de 2000, une majorité d'Américains considérait George W. Bush, pourtant sans expérience au plan international, comme plus crédible que le vice-président démocrate sortant Al Gore. Cette appréciation confirme le crédit dont jouissent les Républicains, un avantage acquis intériorisé par les électeurs que le politologue John Petrocik a qualifié de « *issue ownership* »³.

À l'inverse, sur les cinq dernières décennies, les Démocrates ont remporté la Maison-Blanche soit lorsque la politique étrangère du président sortant subissait un rejet massif, soit lorsqu'elle était reléguée aux marges : en 1976, la victoire de Carter marquait une opposition à la politique jugée immorale du tandem Nixon-Kissinger et constituait une sanction de la politique économique de Ford, incapable de juguler la « stagflation » ; lors de l'élection de 1992, la première de l'après-guerre froide, les Américains signalèrent que l'économie sur laquelle Bill

1 Ivo Daalder et James Lindsay, *America Unbound : The Bush Revolution in Foreign Policy*, Washington, Brookings Institution Press, 2003 ; James Mann, *Rise of the Vulcans: The History of Bush's War Cabinet*, New York, Penguin Books, 2004. Voir aussi le texte fondateur du mouvement néoconservateur en politique étrangère, William Kristol et Robert Kagan, « Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy », *Foreign Affairs*, vol. 75, n° 4, 1996, p. 18-32.

2 Daniel Drezner, « Rebooting Republican Foreign Policy. Needed: Less Fox, More Foxes », *Foreign Affairs*, vol. 92, n° 1, 2013, p. 143-152 ; Colin Dueck, *Hardline: The Republican Party and US Foreign Policy Since World War II*, Princeton, Princeton UP, 2010, p. 11-37.

3 John Petrocik, « Issue Ownership in Presidential Elections, with a 1980 Case Study », *American Journal of Political Science*, vol. 40, n° 3, 1996, p. 825-850. Voir aussi Patrick Egan, *Partisan Priorities: How Issue Ownership Drives and Distorts American Politics*, New York, Cambridge UP, 2013.

Clinton promettait de se concentrer « comme un rayon laser » importait davantage que le bilan flatteur de George Bush en politique étrangère ; en 2008, Obama profita du désastre irakien, de la lassitude de l'opinion à l'égard de la guerre (*war fatigue*) et de la crise financière pour l'emporter face à un John McCain plus qualifié sur les questions de sécurité nationale.

L'attentisme du président Obama sur nombre de questions de politique étrangère, notamment au Moyen-Orient, et le climat anxieux que génèrent les attaques terroristes en Europe et aux États-Unis devaient *a priori* favoriser les Républicains en 2016. Il n'en fut rien. Malgré le regard critique que porte l'opinion sur le bilan du président Obama en politique étrangère, c'est Hillary Clinton qui, d'après les sondages, était jugée plus compétente sur les affaires internationales. Il est vrai que, face à elle, les candidats républicains se montraient particulièrement divisés⁴. Comme en politique intérieure, le GOP s'est empêtré dans les contradictions de son électorat qui, d'un côté, adhère à une rhétorique exceptionnaliste et à l'exaltation de la puissance américaine mais, de l'autre, redoute de nouvelles aventures militaires dangereuses et penche donc pour une politique réaliste, voire nationaliste et isolationniste⁵. Trouver un consensus et énoncer une *grand strategy* parmi ces tensions, tels sont les défis auxquels le GOP est confronté. À travers les positions des candidats aux primaires républicaines⁶, mais aussi des propositions de la majorité républicaine au Congrès et des *think tanks* et médias conservateurs, cet article tente de comprendre l'orientation contemporaine du Parti républicain en politique étrangère.

La sécurité nationale au cœur de la campagne 2016

Généralement dominées par les questions économiques, les campagnes présidentielles n'accordent le plus souvent qu'une place subalterne aux problématiques

.....
4 Hufftington Post Pollster, "Obama Job Approval - Foreign Policy", 20 mars 2016. Disponible en ligne : <http://elections.huffingtonpost.com/pollster/obama-job-approval-foreign-policy> (page consultée le 21 mars 2016) ; Sean Sullivan et Karen DeYoung, "On foreign policy, the GOP candidates are 'all over the map'", *Washington Post*, 11 novembre 2015. Disponible en ligne : https://www.washingtonpost.com/politics/on-foreign-policy-the-gop-candidates-are-all-over-the-map/2015/11/11/ab26309a-8885-11e5-be8b-1ae2e4f50f76_story.html (page consultée le 2 février 2016) ; Scott Clement, "Hillary Clinton is the most trusted 2016 candidate on terrorism", *Washington Post*, 23 novembre 2015. Disponible en ligne : <https://www.washingtonpost.com/news/the-fix/wp/2015/11/23/poll-as-republicans-ratchet-up-the-rhetoric-clinton-is-most-trusted-on-terrorism/> (page consultée le 2 février 2016) ; David Rothkopf, "Put a Fork in the Tradition of GOP Foreign Policy Competence", *Foreign Policy*, 27 juillet 2016. Disponible en ligne : <http://foreignpolicy.com/2016/07/27/put-a-fork-in-the-tradition-of-gop-foreign-policy-competence-hillary-clinton-trump-history-security/> (page consultée le 2 septembre 2016).

5 Dueck, *op. cit.*, p. 5, 26-28 ; Jacob Heilbrunn, "The Republican Consensus", *The National Interest*, n° 137, mai-juin 2015, p. 5-8.

6 Donald Trump, Ted Cruz, Marco Rubio, John Kasich, Ben Carson, Jeb Bush, Rand Paul, Mike Huckabee, Carly Fiorina, Chris Christie, Rick Santorum, Jim Gilmore.

de politique étrangère⁷. Cette tendance s'est même renforcée suite aux politiques aventureuses de l'administration Bush des années 2000 qui ont vu l'adhésion à une politique extérieure modeste marquer des points. Perturbés par les résultats de la stratégie de changement de régime, puis par la période d'occupation et de reconstruction (*nation building*) en Irak, les Américains ont porté à la Maison-Blanche en 2008 le démocrate Barack Obama, partisan du « *nation building at home* ». En 2009, un sondage observait que l'isolationnisme était au plus haut depuis 1964 tandis qu'une étude de 2012 révélait une opinion soucieuse d'éviter de nouveaux engagements militaires et favorable à un « *leadership* moins dominant » des États-Unis⁸. Mais un revirement s'est opéré. En décembre 2015, 52 % des Américains, et même 75 % des sympathisants républicains, se prononçaient en faveur de l'envoi de troupes au sol pour combattre le groupe État islamique⁹. Conséquence des attaques terroristes de Paris, San Bernardino, Bruxelles, Orlando et Nice, la politique étrangère a trouvé une place de choix dans la campagne de 2016.

C'est avant tout sous l'angle de la sécurité nationale que la politique étrangère fut traitée par les candidats aux primaires. Si les débats télévisés et les discours de campagne ont abordé les relations avec la Russie, la Chine ou le problème nord-coréen, le Moyen-Orient et le terrorisme islamiste radical ont largement dominé les échanges¹⁰. Il en fut de même lors de la convention républicaine de Cleveland où les interventions traitant de politique étrangère furent dominées par ces thématiques anxiogènes. Dans son discours d'investiture comme candidat du Parti républicain, Trump a dressé un tableau apocalyptique de la situation internationale et de la position des États-Unis dans le monde, désignant abusivement son adversaire démocrate comme responsable : « Mort, destruction, terrorisme et faiblesse, voilà l'héritage d'Hillary Clinton »¹¹.

7 Lynn Vavrek, *The Message Matters: The Economy and Presidential Campaigns*, Princeton, Princeton UP, 2009.

8 Pew Research Center & Council of Foreign Relations, *America's Place in the World 2009: An Investigation of Public and Leadership Opinion About International Affairs*, Dec. 2009, p. 1-5. Disponible en ligne : <http://www.people-press.org/files/legacy-pdf/569.pdf> (page consultée le 10 février 2016) ; Diana Smeltz (dir.), *Foreign Policy in the New Millenium: Result of the 2012 Chicago Council Survey of American Public Opinion and U.S. Foreign Policy*, Chicago, Chicago Council on Global Affairs, 2012, p. 3-24.

9 Quinnipiac University Poll, 23 décembre 2015, item 61 : « Would you support or oppose the U.S. sending ground troops to fight ISIS in Iraq and Syria? ». Disponible en ligne : http://www.quinnipiac.edu/images/polling/us/us12232015_Ug84npM.pdf (page consultée le 25 mars 2016).

10 James Lindsay, "Foreign Policy and the 2016 Primaries", table ronde au CFR, 22 janvier 2016. Disponible en ligne : <http://www.cfr.org/elections/foreign-policy-2016-primaries/p37444> (page consultée le 29 février 2016).

11 "This is the legacy of Hillary Clinton: death, destruction and weakness". "Donald Trump 2016 RNC draft speech transcript", *Politico*, 21 juillet 2016. Disponible en ligne : <http://www.politico.com/story/2016/07/full-transcript-donald-trump-nomination-acceptance-speech-at-nc-225974> (page consultée le 31 août 2016). Voir aussi Michael Crowley, "Trump Rewrites GOP Foreign

Dès les primaires, plusieurs candidats ont pâti de l'intérêt accru accordé aux questions de sécurité nationale. Considéré comme « l'homme politique le plus intéressant » par l'hebdomadaire *Time* en octobre 2014, le sénateur du Kentucky Rand Paul s'est retrouvé en décalage vis-à-vis de l'opinion à mesure que le terrorisme réapparaissait comme une menace majeure. Appartenant à l'aile libertarienne du parti, son discours en faveur d'un État frugal, d'une politique étrangère minimaliste et d'un strict respect de la vie privée n'était plus à même de séduire un électorat désormais soucieux de donner à l'exécutif les moyens de protéger les Américains contre les ennemis extérieurs et intérieurs. Ben Carson connut un revers de fortune similaire. Au coude-à-coude avec Trump dans les sondages à l'automne 2015, le neurochirurgien a vu sa cote chuter à la suite des attentats de Paris. Déplorée jusque parmi ses propres conseillers, son ignorance concernant le terrorisme islamiste et le Moyen-Orient révéla son incapacité générale à conduire la politique étrangère américaine¹². L'infortune des deux candidats repose, certes, sur de multiples facteurs. Il n'empêche, leurs positions ou leur incompétence les ont disqualifiés pour le rôle de commandant en chef. Si le manque d'expérience en politique étrangère constitue rarement un handicap insurmontable pour un candidat, l'absence de compétence perçue en la matière n'en demeure pas moins dirimante¹³.

2016 : le GOP déboussolé

S'il y eut un point fixe sur la boussole républicaine en matière de relations internationales lors des primaires de 2016, ce fut bien celui du rejet de la politique du président Obama. Les candidats aux primaires se sont entendus pour critiquer l'accord sur le nucléaire iranien signé en juillet 2015, la main tendue à Cuba (seul Rand Paul se distinguait sur ce point), la passivité de Washington face à l'organisation État islamique et la baisse des budgets militaires. La détente avec le régime des ayatollahs et celui des frères Castro s'apparente à un nouveau Munich, ont-ils estimé, tandis que les hésitations de l'exécutif face à la situation au Moyen-Orient ont entamé la crédibilité et le *leadership* des États-Unis. Pour le gouverneur du New Jersey Chris Christie, l'Amérique d'Obama rappelait fortement celle de

Policy", *Politico*, 22 juillet 2016. Disponible en ligne : <http://www.politico.com/story/2016/07/rnc-2016-donald-trump-foreign-policy-225991> (page consultée le 13 août 2016).

- 12 Trip Gabriel, "Ben Carson Is Struggling to Grasp Foreign Policy, Advisers Say", *New York Times*, 17 novembre 2015.
- 13 Tim Alberta et Eliana Johnson, "Many GOP Foreign-Policy Leaders Are Suspicious of Ted Cruz", *National Review*, 14 décembre 2015. Disponible en ligne : <http://www.nationalreview.com/article/428452/ted-cruz-foreign-policy-gop-leaders-suspicious> (page consultée le 2 février 2016) ; Janet Hook et Patrick O'Connor, "GOP Candidates' Split on Foreign Policy Intensifies", *Wall Street Journal*, 3 décembre 2015. Disponible en ligne : <http://www.wsj.com/articles/gop-candidates-split-on-foreign-policy-intensifies-1449188917> (page consultée le 2 février 2016).

Jimmy Carter, un président résigné au déclin¹⁴. Le parallèle avec la présidence Carter, effectivement marquée par les avanies, n'était pas fortuit car il permettait aux candidats de s'ériger en nouveaux Reagan, tenants d'une Amérique forte et respectée. Hormis Rand Paul, les candidats ont tous promis une hausse du budget de la Défense afin de contrecarrer « l'éviscération »¹⁵ des forces armées opérée sous l'ère Obama¹⁶.

Ces points de convergence mis à part, le GOP est apparu dans la campagne très divisé, éclaté entre les différentes écoles de politique étrangère¹⁷. Dans *Special Providence*, publié en 2001, Walter Russell Mead en distinguait quatre : celle des hamiltoniens, favorables à une politique étrangère interventionniste et partisans d'un outil militaire fort, notamment pour défendre les intérêts économiques américains, celle des wilsoniens, mus par un idéalisme et une foi en l'exceptionnalisme américain qui les poussent à vouloir, par le droit ou par les armes, façonner le monde à l'image de l'Amérique, celle des jeffersoniens, fervents exceptionnalistes mais de tendance isolationniste car craignant que les vertus américaines ne se corrompent au contact du monde, enfin, celle des jacksoniens, tenants d'un nationalisme populiste qui valorise la puissance militaire mais limite son usage à la défense de la souveraineté américaine et s'avère donc plutôt isolationniste¹⁸.

Dans *Hard Line*, publié en 2010, Colin Dueck présente une grille d'analyse assez semblable pour élaborer une typologie spécifique au Parti républicain. L'auteur y décrit : les réalistes, focalisés sur l'équilibre des puissances, les faucons, thuriféraires de la force militaire et partisans d'un interventionnisme musclé sur des bases idéologiques ou pragmatiques, les anti-interventionnistes, soucieux d'éviter les engagements diplomatiques et militaires sur la scène internationale, et les nationalistes, qui placent la sauvegarde de la souveraineté américaine comme objectif cardinal¹⁹.

.....
14 Chris Christie, "A Conversation With Governor Chris Christie", Council on Foreign Relations, 24 novembre 2015. Disponible en ligne : <http://www.cfr.org/united-states/conversation-governor-chris-christie/p37277> (page consultée le 2 février 2016).

15 Marco Rubio, 2^e débat républicain, Simi Valley, Californie, 16 septembre 2015, American Presidency Project (APP). Disponible en ligne : <http://www.presidency.ucsb.edu/debates.php> (page consultée le 21 mars 2016).

16 Ce point de vue est également mis en avant par les *think tanks* conservateurs American Enterprise Institute et Heritage Foundation Dakota L. Wood (dir.), *2016 Index of US Military Strength: Assessing America's Ability to Provide for the Common Defense*, Washington, Heritage Foundation, 2015. Ouvrage disponible en ligne : <http://index.heritage.org/military/2016/resources/download/> (page consultée le 2 février 2016). Voir également Marilyn Ware Center for Security Studies, "To Rebuild America's Military", American Enterprise Institute, October 2015. Disponible en ligne : <http://www.aei.org/publication/to-rebuild-americas-military/> (page consultée le 2 février 2016).

17 Jacob Heilbrunn, « The Republican Civil War », *The National Interest*, n° 140, Nov.-Dec. 2015, p. 5-10.

18 Walter Russell Mead, *Special Providence: American Foreign Policy and How It Changed the World*, New York, Knopf, 2001, p. 86-96.

19 Dueck, *op. cit.*, p. 26-37.

À défaut de fournir une typologie universelle, ces deux nomenclatures combinent dans l'ensemble deux variantes bien connues : réalisme contre idéalisme et interventionnisme contre isolationnisme. Depuis l'accession des États-Unis au rang de superpuissance au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la politique étrangère américaine a principalement oscillé entre un interventionnisme réaliste, qu'incarnent Eisenhower, Nixon ou Bush père, et un interventionnisme idéaliste représenté par Truman, Reagan ou Bush fils – soit, selon le politologue Steven Sestanovich, entre un interventionnisme « contenu » et un interventionnisme « maximaliste »²⁰. Malgré leurs différences, ces deux tendances partagent le même souci de préserver la *pax americana* qui repose sur la suprématie économique, politique et militaire des États-Unis. Cette approche emprunte largement à la théorie de la stabilité hégémonique (HST) selon laquelle la puissance hégémonique assure la sécurité des « biens communs » (*global commons*) que sont notamment les voies de commerce maritimes. Garant du système international fondé sur le capitalisme et le libre-échange, Washington en récolte les bénéfices mais en supporte les coûts²¹. Comme l'ont montré les programmes des candidats aux primaires républicaines, et notamment celui de Trump, ce consensus a été mis à mal au sein du Parti républicain.

Les interventionnistes

La défense de la *pax americana* reste dominante au sein de l'*establishment* du GOP mais ce dernier a été malmené et ses candidats favoris – Jeb Bush, Chris Christie et surtout Marco Rubio – battus lors des primaires. Au sein du Parti républicain, le sénateur de Floride était, selon le mensuel progressiste *New Republic*, le « premier de la classe » en politique étrangère²². Membre de la prestigieuse commission des Affaires étrangères (Senate Foreign Relations Committee) dès son arrivée au Sénat en 2011, Rubio s'est forgé une réputation de législateur sérieux et modéré. Contrairement aux obstructionnistes du parti, il a soutenu l'intervention du président en Libye ainsi que l'engagement des pourparlers avec

20 Voir aussi la distinction entre « l'école du plus » et « l'école du moins » ou entre « *maximalists* » et « *retrenchers* », Stephen Sestanovich, *Maximalist: America in the World from Truman to Obama*, New York, Knopf, 2014, p. 327-335.

21 Stephen Brooks, G. John Ikenberry et William C. Wohlforth, "Don't Come Home, America: The Case against Retrenchment", *International Security*, vol. 37, n° 3, hiver 2012-13, p. 7-51 ; Michele Flournoy et Janine Davidson, "The Logic of U.S. Foreign Deployments", *Foreign Affairs*, vol. 91, n° 4, 2012, p. 55-63. Sur la théorie de la stabilité hégémonique (HST), voir Robert Jervis, « Unipolarity : A Structural Perspective » et Michael Mastanduno, « System Maker and Privilege Taker : US Power and the International Political Economy » in *World Politics*, vol. 61, n° 1, 2009, p. 188-213 et 121-154 ; Barry Posen, « Command of the Commons : The Military Foundation of U.S. Hegemony », *International Security*, vol. 28, n° 1, 2003, p. 5-46.

22 Daniel Benaim, "How Marco Rubio Became the GOP's Foreign Policy Candidate", *New Republic*, 10 novembre 2015. Disponible en ligne : <https://newrepublic.com/article/123406/how-marco-rubio-became-gops-foreign-policy-candidate> (page consultée le 14 juillet 2016).

l'Iran sur la question nucléaire. Signe de l'importance qu'il accorde aux questions de politique étrangère, il fut le seul à qualifier ses vues de « doctrine ». Énoncée devant le Council on Foreign Relations en mai 2015, soit très tôt dans la campagne, celle-ci reposait sur trois piliers : « assurer la puissance américaine » par le renforcement des forces armées, garante de la paix et de la stabilité mondiale, « protéger l'économie américaine » en poursuivant la libéralisation du commerce international et, dans un élan wilsonien, défendre les « valeurs essentielles de l'Amérique », telles que la démocratie ou les droits de l'homme²³.

Pendant la campagne primaire, le Républicain a toutefois durci son discours, prônant un interventionnisme musclé assez proche de celui des néo-conservateurs des années 2000. Face à un Bush mal à l'aise avec l'héritage de son frère, Rubio s'est présenté comme l'héritier naturel du dernier président républicain, rendant à ce dernier un hommage appuyé : « Chaque jour, je remercie Dieu que nous ayons eu George W. Bush à la Maison-Blanche le 11 Septembre plutôt qu'Al Gore ». Le sénateur a même pris le parti de saluer la décision d'intervenir en Irak, qui répondait aux « violations des résolutions de l'ONU ». Pour Rubio, le 43^e président n'a fait « qu'appliquer ce que la communauté internationale refusait de faire »²⁴. Dans ses discours, le sénateur de Floride a fait vibrer la corde exceptionnaliste et dénoncé l'attitude du président Obama qui « veut changer l'Amérique pour la faire davantage ressembler au reste du monde ». Selon lui, le *leading from behind* évoqué lors de l'intervention en Libye et les hésitations de la Maison-Blanche au Moyen-Orient ont trop duré : « Nous sommes la nation la plus puissante du monde. Il est temps que nous agissions de nouveau en conséquence »²⁵, d'où son soutien à une intervention au sol en Syrie et en Irak pour combattre l'organisation État islamique.

Force est de constater que les faucons tiennent toujours le haut du pavé chez les tenants de l'interventionnisme. Chris Christie s'est positionné sur une ligne belliqueuse, expliquant qu'il ferait abattre, s'il était président, les avions russes

.....
23 Marco Rubio, "Marco Rubio's Foreign Policy Vision", Council on Foreign Relations, 13 mai 2015. Disponible en ligne : <http://www.cfr.org/united-states/marco-rubios-foreign-policy-vision/p36511> (page consultée le 2 février 2016). Voir aussi Peter Beinart, « The Emptiness of the Rubio Doctrine », *The Atlantic*, 15 mai 2015. Disponible en ligne : <http://www.theatlantic.com/international/archive/2015/05/marco-rubio-doctrine-foreign-policy/393371/> (page consultée le 31 janvier 2016)

24 "I thank God all the time it was George W. Bush in the White House on 9/11 and not Al Gore. [...] No matter what you want to say about weapons of mass destruction, Saddam Hussein was in violation of U.N. resolutions, [...] and the world wouldn't do anything about it. [...] George W. Bush enforced what the international community refused to do." Marco Rubio, 9^e débat républicain, Greenville (SC), 13 février 2016, APP.

25 "We elected someone as president who wants to change America, who wants to make it more like the rest of the world." "Barack Obama's strategy is to lead from behind. [...] We cannot continue to outsource foreign policy. We must lead. We are the most powerful nation in the world. We need to begin to act like it, again." Marco Rubio, 6^e débat républicain, North Charleston (SC), 14 janvier 2016 et 5^e débat républicain, Las Vegas, 15 décembre 2015, APP.

violant la zone d'exclusion aérienne en Syrie²⁶. Parmi les autres faucons rapidement éliminés de la course, figurent Lindsey Graham ainsi que Mike Huckabee et Carly Fiorina, ancienne PDG du groupe informatique Hewlett Packard. Dans les débats, celle-ci s'est livrée à une surenchère agressive sur tous les sujets – Iran, Cuba, État islamique, Chine et Russie. Sur ce dernier point, Fiorina a affirmé qu'elle « cesserai[t] toute discussion » avec Vladimir Poutine si elle était élue présidente. Partisane d'une nouvelle guerre froide, elle « redéployerai[t] des missiles en Pologne, conduirait régulièrement des exercices militaires offensifs avec les États baltes [...] et enverrait quelques milliers de militaires supplémentaires en Allemagne »²⁷. Désastreuse sous Bush, désavouée par l'opinion, l'approche militariste garde donc la faveur de nombreux candidats républicains. La faute, explique l'éditorialiste du *National Interest*, en revient à un GOP qui, radicalisé, a fait sienne une « doctrine de la libération [...] qui présente le bombardement et l'invasion de pays étrangers comme l'acte suprême de vertu morale »²⁸.

Parmi les interventionnistes, Jeb Bush était probablement le plus mesuré et le plus proche de la tradition qui, à des degrés variables, a dominé la politique étrangère durant la guerre froide. Empruntée partiellement aux administrations de son père et de son frère, l'équipe de politique étrangère qui l'épaulait était de loin la plus expérimentée. Face aux va-t-en-guerre ou « agitateur[s] en chef » du parti, l'ancien gouverneur de Floride a tenté de se présenter comme un dirigeant ferme mais réfléchi (*steady hand*) avec un programme de politique étrangère reposant sur trois axes : développement du commerce international, renforcement des alliances et augmentation des budgets de Défense²⁹.

Le réalisme « allégé » de Rand Paul

Si le contexte international a nui à l'attractivité de son message, Rand Paul n'en incarne pas moins une tendance intéressante. À l'instar de son père Ron Paul, candidat en 2012 et figure de proue des conservateurs libertariens, le sénateur du Kentucky combat l'intrusion de l'État dans la vie privée des citoyens et

26 Chris Christie, 5^e débat républicain, Las Vegas, 15 décembre 2015, APP.

27 « *Having met Vladimir Putin, I wouldn't talk to him at all. We've talked way too much to him. What I would do, immediately, is begin rebuilding the Sixth Fleet, I would begin rebuilding the missile defense program in Poland, I would conduct regular, aggressive military exercises in the Baltic states. I'd probably send a few thousand more troops into Germany* », Carly Fiorina, 2^e débat républicain, Simi Valley, Californie, 16 septembre 2015, APP.

28 Jacob Heilbrunn, « The Republican Consensus », art. cit., p. 5-8.

29 Jeb Bush, « Jeb Bush on the Challenges for U.S. Foreign Policy », Council on Foreign Relations, 19 janvier 2016. Disponible en ligne : <http://www.cfr.org/united-states/jeb-bush-challenges-us-foreign-policy/p37436> (page consultée le 2 février 2016). Voir aussi 5^e débat républicain, Las Vegas. Pour John Kasich, voir « A Conversation With John Kasich », Council on Foreign Relations, 9 décembre 2016. Disponible en ligne : <http://www.cfr.org/united-states/conversation-john-kasich/p37304> (page consultée le 3 février 2016).

défend un État minimal (*small government*), objectif qui implique une réduction des dépenses sociales mais aussi des engagements extérieurs³⁰. « Cessons de construire des ponts dans les pays étrangers et utilisons cet argent pour en construire ici chez nous », a-t-il affirmé dans son discours de lancement de campagne en avril 2015³¹.

Hostile au *nation building*, défenseur d'une politique étrangère prudente et modeste, Rand Paul n'est toutefois pas un isolationniste – ou un jeffersonien – comme l'était son père qui s'était opposé à l'intervention en Afghanistan. Il apparaît plutôt comme un réaliste, mais dans une version « *light* ». Ainsi enjoint-il les dirigeants à mieux discerner entre intérêts vitaux et intérêts secondaires, sans quoi les États-Unis « continueront d'être ballottés de crise en crise »³². De même condamne-t-il l'approche qui consiste à envisager le recours militaire comme solution universelle, expliquant qu'il faut « une politique étrangère qui reconnaisse nos limites et préserve notre puissance »³³. Contrairement aux idéalistes, wilsoniens de droite comme de gauche, il rejette l'idée que les États-Unis doivent exporter leur modèle et leurs valeurs : « Nous ne pouvons pas nous retirer du monde, mais nous ne pouvons pas non plus le refaire à notre image »³⁴. Rand Paul s'est ainsi montré sévère face aux actions militaires américaines dans le monde arabe, en Irak comme en Libye, qui, non seulement n'étaient pas motivées par la défense de l'intérêt national mais plongèrent ces pays dans le chaos. Pour le sénateur, toute intervention militaire doit répondre à des critères précis : s'engager lorsqu'il existe un plan clair conduisant à la victoire – non au *statu quo* ou à l'impasse – et lorsque les enjeux pour les États-Unis sont importants³⁵. On se rapproche ici de la doctrine Powell des années 1990 qui ajoutait à ces recommandations une « stratégie de sortie ».

Logiquement proche des positions du *think tank* libertarien Cato Institute, Rand Paul s'est également montré moins dogmatique que ses concurrents

.....
30 Sébastien Caré, *Les Libertariens aux États-Unis : Sociologie d'un mouvement asocial*, Rennes, PUR, 2010.

31 “Let’s quit building bridges in foreign countries and use that money to build some bridges here at home.” Cité dans “Transcript: Read Full Text of Sen. Rand Paul’s Campaign Launch”, *Time*, 7 avril 2015, Disponible en ligne : <http://time.com/3773964/rand-paul-presidential-campaign-launch-speech-transcript/> (page consultée le 6 mai 2016).

32 “Until we develop the ability to distinguish, as George Kennan put it, between vital interests and more peripheral interests, we will continue to drift from crisis to crisis,” Rand Paul, “Foreign Policy Address at Center for the National Interest”, New York, 23 octobre 2014. Disponible en ligne : <https://www.paul.senate.gov/news/press/sen-paul-gives-foreign-policy-address-at-center-for-the-national-interest> (page consultée le 19 mars 2016)

33 “We need a foreign policy that recognizes our limits and preserves our might”, *ibid*.

34 “We can’t retreat from the world, but we can’t remake it in our own image either”, *ibid*.

35 Conor Friedersdorf, “Rand Paul Sketches an Alternative to Bush-Clinton Hawk Policies”, *The Atlantic*, 23 octobre 2014. Disponible en ligne : <http://www.theatlantic.com/politics/archive/2014/10/rand-paul-offers-an-alternative-to-hawks-like-bush-and-clinton/381851/> (page consultée le 2 février 2016).

républicains sur la plupart des dossiers³⁶. En phase avec les théories libérales classiques, il défend le libre-échange comme facteur de prospérité et de paix. Contrairement aux faucons, partisans d'une ligne dure face à l'expansionnisme de Pékin en mer de Chine, le sénateur s'est fait l'avocat d'une diplomatie constructive bénéfique pour les échanges commerciaux. Il a par ailleurs soutenu la détente avec Cuba et l'Iran, jugeant « absurde » l'intransigeance des autres candidats. Il en fut de même vis-à-vis de la Russie. Si les États-Unis ne peuvent laisser carte blanche à Vladimir Poutine, Paul a estimé que les menaces de Christie et de Fiorina à l'encontre de ce dernier étaient dangereuses. « Être conservateur, a-t-il estimé, ne consiste pas à manifester une agressivité systématique envers ses adversaires, c'est aussi, comme Reagan avec Gorbatchev, savoir dialoguer avec eux³⁷ ».

Trump et Cruz, entre isolationnisme et populisme

Ranger Donald Trump et Ted Cruz dans une même catégorie peut surprendre. Victorieux des primaires puis de l'élection présidentielle face à la démocrate Hillary Clinton, Trump est l'auteur d'un programme aussi vague qu'irréaliste et hétérodoxe pour un candidat républicain. Il a porté le narcissisme, l'outrance et la vulgarité à des sommets inédits, au point d'en affoler les conservateurs « traditionnels » soucieux de préserver l'image du parti et sa majorité au Congrès. Au printemps 2016, de vénérables revues de droite telles *Commentary*, *National Review* ou *Weekly Standard* se sont alarmées de ses prises de positions aussi bien en politique intérieure qu'extérieure et ont appelé à lui faire barrage³⁸ : en vain.

Candidat malheureux, le sénateur Cruz apparaissait à l'inverse comme le tenant du conservatisme le plus pur, taxant d'ailleurs ses concurrents de RINOs (*Republicans In Name Only*), à savoir des politiques n'ayant de républicain que le nom. Contrairement à Trump dont le programme et les propos semblaient au mieux fluctuants, Cruz présentait une vision conservatrice cohérente. Comme sénateur, procureur général du Texas ou avocat constitutionnaliste, il affichait un bilan prompt à satisfaire la droite américaine sur les questions qui comptent : immigration, fiscalité, fédéralisme, défense du second amendement et valeurs morales.

36 Voir *Cato Handbook for Policy Makers*, 7^e éd., Washington, Cato Institute, 2009, ch. 50, 53, 57.

37 Rand Paul, 2^e débat républicain, Simi Valley, Californie, 16 septembre 2015 et 5^e débat républicain, Las Vegas, 15 décembre 2015, APP.

38 Voir notamment « Conservatives Against Trump », *National Review*, 15 février 2016, p. 26-38 ; Ramesh Ponnuru, "Never Trump", *National Review*, 28 mars 2016, p. 18-20 ; Linda Chavez, "Donald Trump's America", *Commentary*, octobre 2015, p. 13-19 ; John Podhoretz, "A New Theory of Trump", *Commentary*, avril 2016, p. 1-3 ; Stephen Hayes, "No Trump", *Weekly Standard*, 14 mars 2016. Disponible en ligne : <http://www.weeklystandard.com/no-trump/article/2001405> (page consultée le 2 avril 2016) ; William Kristol, "Donald and Decadence", *Weekly Standard*, 28 mars 2016. Disponible en ligne : <http://www.weeklystandard.com/donald-and-decadence/article/2001621> (page consultée le 2 avril 2016).

En politique étrangère, en revanche, les deux candidats étaient en accord sur de nombreux points. À l'opposé des interventionnistes longtemps dominants, Trump et Cruz représentent, à des degrés certes divers, une vision fondée sur un nationalisme populiste. À la fois isolationnistes et unilatéralistes les deux hommes se rangent, pour emprunter à Mead, dans une tradition jacksonienne minoritaire chez les républicains depuis la présidence Eisenhower³⁹. « *America First* », tel est leur *credo*.

« La politique étrangère que je défends, c'est 'l'Amérique d'abord' », a affirmé Cruz lors du cinquième débat républicain, se posant en avocat acharné de la souveraineté nationale⁴⁰. Pour lui, c'est d'abord la forteresse Amérique qu'il convient de protéger car l'ennemi, l'islamisme radical, est aussi un ennemi intérieur. À l'instar de Trump, l'outrance en moins, le Texan entendait limiter drastiquement l'immigration afin notamment de mieux combattre « l'infiltration délibérée » de terroristes. Cette attitude n'est pas sans rappeler celles des Républicains de l'après-Seconde Guerre mondiale qui, réticents à financer la politique d'endigement du communisme dans le monde, se livrèrent à une célèbre chasse aux communistes de l'intérieur. Pour lui, l'engagement militaire s'apparente surtout à une stratégie « *hit and run* » reposant sur des bombardements aériens massifs – il a prétendu vouloir renvoyer les régions contrôlées par l'État islamique « à l'âge de pierre » – mais sans engagement au sol durable⁴¹.

La définition de la « clarté morale » en politique étrangère s'est avérée problématique et contradictoire. En souverainiste de tendance isolationniste, il s'oppose au *nation building*. Durant la campagne, il n'a cessé de pourfendre les néo-conservateurs, espérant ainsi exploiter les contradictions de l'électorat républicain qui, d'un côté, vibre à l'évocation de l'exceptionnalisme américain mais, de l'autre, reste marqué par les échecs du *regime change* des années Bush qui ont durablement terni l'image des faucons. Car, de fait, si elle emprunte à Reagan sur le plan rhétorique, l'approche du Texan érige le relativisme en vertu cardinale en politique étrangère.

Dans son principal discours de politique étrangère, prononcé dans l'enceinte du *think tank* conservateur Heritage Foundation, Cruz a emprunté à Jeane Kirkpatrick – conseillère de Reagan et néo-conservatrice s'il en fut – le concept du « deux poids, deux mesures » (*double standards*) vis-à-vis des dictatures⁴².

.....
39 Max Boot, « Is a New Republican Foreign Policy Emerging? », *Commentary*, février 2016, p. 11-17 ; Jacob Heilbrunn, « The New Foreign Policy Populism », *The National Interest*, mars-avril 2016, p. 5-9.

40 « *I believe in a America first foreign policy* », Ted Cruz, 5e débat républicain, Las Vegas, 15 décembre 2015, APP. Voir aussi Ted Cruz, « American Resolve: Rebuilding America's Military ». Disponible en ligne : <https://www.tedcruz.org/american-resolve/> (page consultée le 20 février 2016).

41 Boot, « Is a New Foreign Policy Emerging? », art. cit., p. 12.

42 Jeane Kirkpatrick, « Dictatorships and Double Standards », *Commentary*, novembre 1979, p. 34-45.

De la même manière que les régimes autoritaires s'opposant au communisme étaient acceptables durant la guerre froide, a-t-il expliqué, les dictatures qui combattent le terrorisme islamiste radical doivent aujourd'hui recevoir le soutien de Washington. Le sénateur a dénoncé ceux qui veulent « promouvoir la démocratie à tout prix ». « Ce n'est pas trahir les idéaux américains que d'accepter la réalité, a-t-il déclaré. Ronald Reagan a été le plus grand libérateur que le monde ait jamais connu mais il ne l'a pas fait en imposant la démocratie à des pays qui n'en voulaient pas. Il l'a fait en combattant le communisme avec une inflexible détermination »⁴³. Les États-Unis doivent donc se garder de contribuer à renverser le dictateur Bachar Al-Assad, sinon « l'État islamique prendra le contrôle de la Syrie aux dépens de nos intérêts de sécurité nationale ». Le Texan a éreinté Obama, accusé d'avoir abandonné Hosni Moubarak en Égypte, et salué le coup d'État qui a renversé le président Morsi démocratiquement élu. Avec Al-Sissi, a-t-il expliqué, « nous avons un dirigeant qui s'attaque résolument aux cellules terroristes »⁴⁴.

Durant les primaires comme après son investiture comme candidat du GOP, Trump a défendu le programme de politique étrangère le plus hétérodoxe et le plus transgressif qui soit, proposant de liquider plus d'un demi-siècle d'un consensus qui, dans des proportions variables, a mêlé promotion du libre-échange et interventionnisme politique et militaire. Sur le plan économique, le candidat a défendu une politique protectionniste, proposant le retrait des États-Unis du traité de partenariat transpacifique (*Trans-Pacific Partnership* – TPP) négocié sous Obama ainsi que la renégociation du traité de l'ALENA. Afin d'enrayer le déficit de la balance commerciale entre Washington et Pékin, le candidat a promis d'imposer des droits de douane de 45 % sur les importations chinoises. En violation avec les accords multilatéraux de l'OMC, cette mesure entend punir la Chine qu'il accuse de manipuler la valeur des devises, de violer la propriété intellectuelle et de subventionner ses exportations. En taxant les marchandises chinoises, mais aussi mexicaines, Trump espère rapatrier des emplois manufacturiers aux États-Unis

43 “We do not betray the idea of America by accepting reality. Ronald Reagan was the single greatest liberator of human oppression that the world has ever known. He did not do it by forcing democracy on unwilling nations, but by an unwavering determination to defeat Communism.” Ted Cruz, « Securing America's Freedom », Heritage Foundation, Washington, 10 décembre 2015. Disponible en ligne : http://www.cruz.senate.gov/files/documents/20151210_SenCruzHeritageAddress.pdf (page consultée le 22 mars 2016).

44 “[U]nder President al-Sisi, we have a leader who is aggressively fighting the terrorist cells in Sinai and defending his border with Libya—and who is not afraid to call out the terrible perversion of his own faith that is causing the violence”. Ibid. Voir aussi David Milne, “Ted Cruz's Un-American ‘America First’ Strategy”, *Foreign Policy*, 16 décembre 2015. Disponible en ligne : <http://foreignpolicy.com/2015/12/16/ted-cruzs-un-american-america-first-strategy/> (page consultée le 25 février 2016) ; John Allen Gay, “Ted Cruz's New Foreign Policy Isn't Conservative”, *The National Interest*, 1^{er} août 2014. Disponible en ligne : <http://nationalinterest.org/feature/ted-cruzs-foreign-policy-isnt-conservative-10991> (page consultée le 2 février 2016).

et devenir sur la question de l'emploi « le plus grand président que Dieu n'ait jamais créé »⁴⁵.

Le New-Yorkais ne fut pas moins lucide lorsqu'il condamna les aventures militaires des années Bush. « Nous avons tué des milliers de gens, et pour quel résultat ? [...] Le Moyen-Orient est complètement déstabilisé », s'est-il exclamé lors des débats. « J'aurais aimé qu'on dépense les quatre ou cinq mille milliards de dollars ici, aux États-Unis, pour rénover nos écoles, nos hôpitaux, nos routes, nos aéroports et tout ce qui tombe en ruine »⁴⁶. Sur ce point, le Républicain se rapproche du candidat Obama de 2008, partisan du *nation building at home*⁴⁷.

Si la critique de l'interventionnisme et de l'internationalisme comporte une part d'opportunisme, elle repose aussi – chose rare – sur des convictions profondes et anciennes. Pour Trump, l'appareil diplomatique et militaire mis en place pour maintenir la *pax americana* au lendemain de la Seconde Guerre mondiale s'est avéré beaucoup trop coûteux pour les États-Unis. Pour celui qui se présente en champion de la négociation, les alliances politiques et militaires qui lient Washington à ses alliés à travers le monde constituent de mauvaises affaires (*bad deals*) car elles profitent surtout à ces derniers. En 1988, Trump avait déclaré chez Oprah Winfrey que le Koweït devrait céder le quart de ses recettes pétrolières aux États-Unis puisque c'était grâce à la stabilité régionale que garantissait Washington que l'émirat pouvait vendre son pétrole. En 2000, il estimait qu'un retrait d'Europe « dégagerait des millions de dollars d'économies qui pourraient être mieux mis à profit ailleurs ». Durant la campagne, il a remis en cause le bien-fondé de l'OTAN et dénoncé les accords de défense qui lient les États-Unis à la Corée du Sud et au Japon : « Si quelqu'un attaque le Japon, nous sommes censés commencer la Troisième Guerre mondiale alors que si on nous attaque, le Japon n'est pas tenu de nous aider. Vous trouvez ça juste ? »⁴⁸. À l'instar

.....
45 “Reforming the U.S.-China Trade Relationship to Make America Great Again”. Disponible en ligne : <https://www.donaldjtrump.com/positions/us-china-trade-reform> (page consultée le 5 avril 2016) ; “Donald J. Trump’s 7 Point Plan To Rebuild the American Economy by Fighting for Free Trade”. Disponible en ligne : <https://www.donaldjtrump.com/policies/trade/> (page consultée le 27 octobre 2016).

46 “We have done a tremendous disservice, not only to Middle East, we’ve done a tremendous disservice to humanity. The people that have been killed, the people that have wiped away, and for what? [...] The Middle East is totally destabilized. A total and complete mess. I wish we had the \$4 trillions or \$5 trillions. I wish it were spent right here in the United States, on our schools, hospitals, roads, airports, and everything else that are all falling apart”. Donald Trump, 5^e débat républicain, Las Vegas, 15 décembre 2015, APP.

47 Trump n’est pas le seul dans le camp conservateur à exprimer ces vues. Le président du Council of Foreign Relations, Richard Haass, estime également que les États-Unis doivent remettre leur maison en ordre. Cf. *Foreign Policy Begins at Home: The Case for Putting America’s House in Order*, New York, Basic Books, 2013.

48 “Pulling back from Europe would save this country millions of dollars annually. The cost of stationing NATO troops in Europe is enormous. And these are clearly funds that can be put to better use” et “If somebody attacks Japan, we have to immediately go and start World War III, OK? If we get attacked, Japan doesn’t have to help us. Somehow, that doesn’t sound so fair.

de Cruz, Trump a promis une politique nationaliste. « Nous ne serons pas isolationnistes, a-t-il expliqué au *New York Times*, mais on ne se fera plus arnaquer par tous ces pays »⁴⁹. Lors de l'entretien, le candidat républicain a brisé un tabou supplémentaire en suggérant que Washington devrait laisser ses alliés (Japon, Corée du Sud ou Arabie saoudite) développer leur propre programme de défense nucléaire, une incitation à la prolifération inédite et fermement condamnée⁵⁰.

Chez Trump, la liquidation de la tradition interventionniste passe aussi par l'abandon de toute dimension morale. Souvent évoqué, il est vrai, pour légitimer des actions aux visées plus prosaïques, le combat pour la démocratie ou la défense des droits de l'homme constitue depuis l'accession des États-Unis au rang de superpuissance un volet essentiel de la politique étrangère. Or le New-Yorkais n'a pas caché son estime pour les « *leaders forts* », tel Vladimir Poutine, dont l'influence sur la campagne et résultat a soulevé de nombreuses questions. Le candidat a également affirmé sans état d'âme que les États-Unis « se porteraient mieux » si Mouammar Kadhafi et Saddam Hussein étaient restés au pouvoir, des propos impensables dans la bouche d'un Républicain il y a peu mais que Cruz a fait siens également⁵¹.

Après sa victoire aux primaires, acquise dans l'Indiana le 6 mai 2016, Trump s'est efforcé d'endosser le costume présidentiel (*act presidential*) pour apaiser les tensions et rallier l'appui des ténors avant la convention du parti. Non sans réticences, le *speaker* de la Chambre des représentants, Paul Ryan, et le chef de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, ont consenti à lui apporter leur soutien. Cela n'a pas empêché Trump, une fois investi, de soutenir début août l'adversaire républicain de Ryan dans la circonscription de ce dernier. Son attitude à l'égard d'une figure aussi respectée que Ryan en dit long sur son caractère transgressif et sur les relations qu'il a entretenues avec l'*establishment* du parti durant toute la campagne. Sur les questions internationales, rien n'a changé. Dans

.....
Does that sound good?. Cité dans Thomas Wright, "Trump's 19th Century Foreign Policy", *Politico Magazine*, 20 janvier 2016. Disponible en ligne : <http://www.politico.com/magazine/story/2016/01/donald-trump-foreign-policy-213546> (page consultée le 2 février 2016) ; Alex Ward, "Why Donald Trump Should Be Taken Seriously on Foreign Policy", *Foreign Policy*, 27 octobre 2015. Disponible en ligne : <http://foreignpolicy.com/2015/10/27/donald-trump-is-right-about-foreign-policy/> (page consultée le 2 février 2016).

49 "I'm not isolationist, but I am "America First." [...] We won't be isolationists [...] but we're not going to be ripped off anymore by all of these countries". "Transcript: Donald Trump Expounds on His Foreign Policy Views", *New York Times*, 26 mars 2016. Disponible en ligne : <http://www.nytimes.com/2016/03/27/us/politics/donald-trump-transcript.html> (page consultée le 13 août 2016).

50 Anna Fifield, "In Japan and South Korea, bewilderment at Trump's suggestion they build nukes", *Washington Post*, 28 mars 2016. Disponible en ligne : https://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/in-japan-and-south-korea-bewilderment-at-trumps-suggestion-they-build-nukes/2016/03/28/03eb2ace-f50e-11e5-958d-d038dac6e718_story.html (page consultée le 4 avril 2016).

51 Donald Trump, 10^e débat républicain, Houston, 25 février 2016, APP.

son discours d'investiture à la convention de Cleveland, il a continué d'exposer une vision jacksonienne – isolationniste et unilatéraliste – du rapport des États-Unis au monde. Ainsi a-t-il réitéré ses critiques sur les accords de défense : les alliés européens et asiatiques doivent payer pour la protection militaire que leur accordent les États-Unis ou bien se défendre tout seuls. De même a-t-il rejeté toute entrave à la souveraineté nationale : « Je me méfie des unions internationales qui nous lient et nous affaiblissent et ne permettrais jamais que l'Amérique signe un accord qui réduirait nos capacités à gérer nos propres affaires »⁵².

Une telle approche n'est pas inédite et fut même dominante chez les Républicains au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Figure tutélaire du GOP durant les présidences Roosevelt et Truman, Robert Taft a longtemps incarné ce courant. Chef de file des Républicains au Sénat, candidat à l'investiture républicaine aux élections de 1940, 1944 et 1952, il s'opposa à l'entrée en guerre des États-Unis puis à la création de l'OTAN, jugeant l'organisation militaire injustement hostile à Staline. En 1964, Barry Goldwater, dont la lourde défaite annonçait paradoxalement la renaissance du conservatisme américain, représentait aussi cette tendance isolationniste et souverainiste. Plus récemment, cette mouvance a été portée par les candidats Ross Perot (élections 1992 et 1996) et Pat Buchanan (primaires de 1992 et 1996) ou, au Congrès, par Jesse Helms. Président de la commission sénatoriale des Affaires étrangères sous Clinton, Helms s'érigea en champion de la souveraineté américaine, attaquant l'ONU, qualifiée de « monstre », et s'opposant à la participation des États-Unis à la Cour pénale internationale⁵³. Depuis la présidence Eisenhower, ce courant n'en demeurait pas moins minoritaire. Que deux représentants de cette école, Cruz et Trump, aient fait la course en tête des primaires et que le milliardaire ait été choisi pour représenter le GOP et la nation constituent donc un fait marquant mais cohérent en ce qu'il transpose la fronde populiste et le désaveu des élites sur les questions de politique étrangère.

Conclusion

En 2016, le GOP n'a pas été le seul à affronter les divisions et un front anti-*establishment*. Les Démocrates ont également connu un rude affrontement entre la candidate du sérail Hillary Clinton et Bernie Sanders. Qui eût cru qu'un candidat de 74 ans se revendiquant du socialisme opposerait à l'ancienne secrétaire

.....
52 "I am skeptical of international unions that tie us up and bring America down, and will never enter America into any agreement that reduces our ability to control our own affairs", Donald J. Trump Foreign Policy Speech, Mayflower Hotel, Washington, 27 avril 2016. Disponible en ligne : <https://www.donaldjtrump.com/press-releases/donald-j.-trump-foreign-policy-speech> (page consultée le 11 juillet 2016).

53 Nicholas Guyatt, *Another American Century? The United States and the World after 2000*, Londres, Zed Books, 2000, p. 64-71.

d'État une lutte si acharnée⁵⁴ ? Si le schisme fut en apparence moins profond qu'au GOP, où l'absence de nombreuses personnalités à la convention républicaine révéla l'ampleur du malaise que Trump suscitait alors⁵⁵, il eut des conséquences importantes le jour de l'élection où nombre de sympathisants de Sanders préférèrent s'abstenir plutôt que de voter pour Clinton. Il n'empêche, jusqu'à son élection, le mouvement anti-Trump demeura important dans les cercles républicains en charge des affaires étrangères. En juillet 2016, cinquante experts issus des dernières administrations républicaines signèrent une lettre au vitriol dans laquelle ils affirmaient qu'ils refuseraient de voter pour le candidat républicain. Pour eux, Trump ferait « un président dangereux mettant en péril la sécurité, le bien-être [...] et l'autorité morale » des États-Unis⁵⁶.

Le succès rencontré par le milliardaire new-yorkais – mais aussi, dans une moindre mesure, celui de Cruz – apparaît comme le paroxysme d'une double radicalisation au sein du Parti républicain : l'une populiste, incarnée par Trump, l'autre conservatrice, représentée par le Texan. La paternité de la première est double : d'un côté, la conjoncture économique qui voit les revenus des cols bleus et des classes moyennes inférieures stagner, de l'autre, la « foxification » de l'information. Trump apparaît en quelque sorte comme le Frankenstein de la chaîne Fox News ou des *talk shows* radiophoniques de Rush Limbaugh, Sean Hannity ou Laura Ingraham, véritables fabriques du populisme de droite⁵⁷. La révolution conservatrice dont le Tea Party – qui comporte lui aussi une forte composante populiste – est le dernier avatar repose quant à elle sur l'exacerbation du sentiment anti-étatiste qui, par le biais d'interprétations parfois erronées, se prévaut des Pères fondateurs et renvoie à une version mythifiée de la jeune nation, celle d'une d'Amérique d'avant la chute, c'est-à-dire d'avant le New Deal⁵⁸. Sur le terrain, la frontière entre les deux est souvent poreuse, les deux se renforçant mutuellement.

En 2016, l'*establishment* du GOP espérait beaucoup de Rubio, candidat latino jugé capable de rajeunir l'image du parti, d'attirer les minorités et de battre

54 Ryan Lizza, « The Great Divide: Clinton, Sanders, and the future of Democratic Party », *New Yorker*, 21 mars 2016, p. 38-44.

55 Parmi les absences remarquées, on note celles des deux présidents Bush, des deux derniers candidats du parti John McCain et Mitt Romney, ainsi que celle du gouverneur républicain de l'Ohio John Kasich.

56 "Statement by Former National Security Officials" in "A Letter From G.O.P. National Security Officials Opposing Donald Trump", *New York Times*, 8 août 2016. Disponible en ligne : <http://www.nytimes.com/interactive/2016/08/08/us/politics/national-security-letter-trump.html> (page consultée le 13 août 2016).

57 Sébastien Mort, "Tailoring Dissent on the Airwaves: The Role of Conservative Talk Radio in the Right-wing Resurgence of 2010", *New Political Science: A Journal of Politics and Culture*, vol. 34, n° 4, 2012, p. 485-505. Voir aussi Ramesh Ponnuru, "Who Caused Trump?", *National Review*, 23 mai 2016, p. 16-17.

58 Aurélie Godet, *Le Tea Party. Portrait d'une Amérique désorientée*, Paris, Vendémiaire, 2012, p. 65-70.

Clinton. Comme il était tenant d'un interventionnisme musclé assez proche de celui des années Bush fils, sa politique étrangère était en phase avec les positions de l'élite du Parti républicain. Comme les autres candidats, il fut balayé par Trump qui, à rebours de la stratégie d'un GOP soucieux d'améliorer son image auprès des minorités, emporta la présidence avec un discours clivant.

Avec Trump à la Maison-Blanche, une politique étrangère moins internationaliste et plus unilatéraliste paraît inévitable. Le tournant isolationniste, toutefois, n'est pas certain. En raison de son inertie, l'immense appareil bureaucratique, diplomatique et militaire ne pourra ni – probablement – ne voudra liquider brutalement soixante-dix ans d'internationalisme. Par ailleurs, si le pouvoir décisionnaire de l'exécutif s'avère plus important sur les questions de sécurité et de politique extérieure qu'en politique intérieure, le nouveau président devra composer avec un Congrès républicain plus conforme aux traditions du GOP en politique étrangère. Commissionné par le *speaker* Paul Ryan et publié le 9 juin 2016, le rapport intitulé *A Better Way: Our Vision for a Confident America* expose le programme des parlementaires républicains. Or en politique étrangère, à l'opposé de l'approche jacksonienne de Trump, le document souligne la nécessité d'engager les forces diplomatiques et militaires dans le monde ; il insiste sur la coopération interétatique et le soutien logistique et matériel aux alliés. Contrairement au vainqueur de l'élection, le rapport voit dans l'ouverture des marchés et la libéralisation du commerce international un vecteur essentiel de la prospérité américaine. La dimension morale et idéaliste est aussi affirmée : promotion de la liberté et de la démocratie, aide aux femmes à s'émanciper dans les sociétés en transition, aide au développement. Pour vaincre le terrorisme islamiste radical, le document propose une augmentation des budgets militaires mais appelle aussi à engager une réflexion de long terme en soulignant l'importance de la diplomatie et de la « bataille des idées » au moyen des nouveaux supports numériques⁵⁹. Ce faisant, le rapport propose une approche développée durant la guerre froide durant laquelle, outre le soutien aux partis anticommunistes, Washington finança des médias tels Radio Free Europe et Voice of America ainsi que des organisations et des publications d'intellectuels pour contrer l'attrait du communisme⁶⁰.

À la lecture des propositions énoncées dans *A Better Way*, on est frappé par la teneur internationaliste et interventionniste du programme – que n'aurait pas renié dans ses grandes lignes Hillary Clinton – mais surtout par le fossé

59 « Achieving US Security Through Leadership and Freedom », *A Better Way: Our Vision for a Confident America*, 9 juin 2016. Disponible en ligne : http://abetterway.speaker.gov/_assets/pdf/ABetterWay-NSTF-PolicyPaper.pdf (page consultée le 13 juillet 2016).

60 Voir entre autres Nicholas Cull, *The Cold War and the United States Information Agency*, New York, Cambridge UP, 2008, Giles Scott-Smith et Hans Krabbendam, *The Cultural Cold War in Western Europe, 1945-1960*, Londres, Frank Cass, 2003, Frances Stonor Saunders, *The Cultural Cold War: The CIA and the World of Arts and Letters*, New York, New Press, 2000.

qui sépare la vision politique qui s'en dégage de celle de Trump : d'un côté, une approche fondée sur la confiance et l'ouverture, de l'autre, un message marqué par la peur et le repli national. Plus qu'une opposition intra-parti, les déchirements qui traversent le Parti républicain sur les questions de politique étrangère – mais aussi intérieure – sont à l'image des États-Unis en 2016 : celle d'un pays désorienté, hanté par le spectre du déclin sur la scène internationale et par un sentiment de déclin de la classe moyenne.



Bibliographie indicative

Sources primaires

- Bush, Jeb, "Jeb Bush on the Challenges for U.S. Foreign Policy", Council on Foreign Relations, 19 janvier 2016. Disponible en ligne : <http://www.cfr.org/united-states/jeb-bush-challenges-us-foreign-policy/p37436> (page consultée le 2 février 2016).
- Cato Handbook for Policy Makers*, 7^e éd., Washington, Cato Institute, 2009.
- Christie, Chris, "A Conversation With Governor Chris Christie", Council on Foreign Relations, 24 novembre 2015. Disponible en ligne : <http://www.cfr.org/united-states/conversation-governor-chris-christie/p37277> (page consultée le 2 février 2016).
- Collectif, "Statement by Former National Security Officials" in "A Letter From G.O.P. National Security Officials Opposing Donald Trump", *New York Times*, 8 août 2016. Disponible en ligne : <http://www.nytimes.com/interactive/2016/08/08/us/politics/national-security-letter-trump.html> (page consultée le 13 août 2016).
- Cruz, Ted, "American Resolve: Rebuilding America's Military". Disponible en ligne : <https://www.tedcruz.org/american-resolve/> (page consultée le 20 février 2016).
- Cruz, Ted, « Securing America's Freedom », Heritage Foundation, 10 décembre 2015. Disponible en ligne : http://www.cruz.senate.gov/files/documents/20151210_SenCruzHeritageAddress.pdf (page consultée le 22 mars 2016).
- Débats télévisés de la primaire républicaine, « Presidential Debates, 1960-2016 », American Presidency Project. Disponible en ligne : <http://www.presidency.ucsb.edu/debates.php> (page consultée le 6 février 2016).
- Huffington Post Pollster, "Obama Job Approval - Foreign Policy", 20 mars 2016. Disponible en ligne : <http://elections.huffingtonpost.com/pollster/obama-job-approval-foreign-policy> (page consultée le 21 mars 2016)
- Kasich, John, "A Conversation With John Kasich", Council on Foreign Relations, 9 décembre 2016. Disponible en ligne : <http://www.cfr.org/united-states/conversation-john-kasich/p37304> (page consultée le 3 février 2016).
- Marilyn Ware Center for Security Studies, "To Rebuild America's Military", American Enterprise Institute, October 2015. Disponible en ligne : <http://www.aei.org/publication/to-rebuild-americas-military/> (page consultée le 2 février 2016).
- Paul, Rand, "Transcript : Read Full Text of Sen. Rand Paul's Campaign Launch", *Time*, 7 avril 2015, Disponible en ligne : <http://time.com/3773964/rand-paul-presidential-campaign-launch-speech-transcript/> (page consultée le 6 mai 2016).
- , "Foreign Policy Address at Center for the National Interest", New York, 23 octobre 2014. Disponible en ligne : <https://www.paul.senate.gov/news/press/>

sen-paul-gives-foreign-policy-address-at-center-for-the-national-interest (page consultée le 19 mars 2016).

Pew Research Center & Council of Foreign Relations, *America's Place in the World 2009: An Investigation of Public and Leadership Opinion About International Affairs*, Dec. 2009, p. 1-5. Disponible en ligne : <http://www.people-press.org/files/legacy-pdf/569.pdf> (page consultée le 10 février 2016).

Pew Research Center, "Free Trade Agreements Seem as Good for US, But Concerns Persist", 27 mai 2015. Disponible en ligne : <http://www.people-press.org/files/2015/05/5-27-15-Trade-release.pdf> (page consultée le 31 mars 2016).

Quinnipiac University Poll, 23 décembre 2015, item 61 : « Would you support or oppose the U.S. sending ground troops to fight ISIS in Iraq and Syria? ». Disponible en ligne : http://www.quinnipiac.edu/images/polling/us/us12232015_Ug84npM.pdf (page consultée le 25 mars 2016).

Rubio, Marco, "Marco Rubio's Foreign Policy Vision", Council on Foreign Relations, 13 mai 2015. Disponible en ligne : <http://www.cfr.org/united-states/marco-rubios-foreign-policy-vision/p36511> (page consultée le 2 février 2016).

Smeltz, Diana (dir.), *Foreign Policy in the New Millennium: Result of the 2012 Chicago Council Survey of American Public Opinion and U.S. Foreign Policy*, Chicago, Chicago Council on Global Affairs, 2012, p. 3-24.

Speaker of the House of Representatives, « Achieving US Security Through Leadership and Freedom », *A Better Way: Our Vision for a Confident America*, 9 juin 2016. Disponible en ligne : http://abetterway.speaker.gov/_assets/pdf/ABetterWay-NSTF-PolicyPaper.pdf (page consultée le 13 juillet 2016).

Trump, Donald, "Donald Trump 2016 RNC draft speech transcript", in *Politico*, 21 juillet 2016. Disponible en ligne : <http://www.politico.com/story/2016/07/full-transcript-donald-trump-nomination-acceptance-speech-at-rnc-225974> (page consultée le 31 août 2016).

---, Foreign Policy Speech, Mayflower Hotel, Washington, 27 avril 2016. Disponible en ligne : <https://www.donaldjtrump.com/press-releases/donald-j.-trump-foreign-policy-speech> (page consultée le 11 juillet 2016).

---, "Transcript : Donald Trump Expounds on His Foreign Policy Views", *New York Times*, 26 mars 2016. Disponible en ligne : <http://www.nytimes.com/2016/03/27/us/politics/donald-trump-transcript.html> (page consultée le 13 août 2016).

---, "Reforming the U.S.-China Trade Relationship to Make America Great Again". Disponible en ligne : <https://www.donaldjtrump.com/positions/us-china-trade-reform> (page consultée le 5 avril 2016).

---, Campaign Website. Disponible en ligne : <https://www.donaldjtrump.com/policies/> (page consultée le 22 octobre 2016)

Wood, Dakota L. (dir.), *2016 Index of US Military Strength : Assessing America's Ability to Provide for the Common Defense*, Washington, Heritage Foundation, 2015.

Sources secondaires

Alberta, Tim et Eliana Johnson, "Many GOP Foreign-Policy Leaders Are Suspicious of Ted Cruz", *National Review*, 14 décembre 2015. Disponible en ligne : <http://www.nationalreview.com/article/428452/ted-cruz-foreign-policy-gop-leaders-suspicious> (page consultée le 2 février 2016).

Beinart, Peter, « The Emptiness of the Rubio Doctrine », *The Atlantic*, 15 mai 2015. Disponible en ligne : <http://www.theatlantic.com/international/archive/2015/05/marco-rubio-doctrine-foreign-policy/393371/> (page consultée le 31 janvier 2016).

- Benaim, Daniel, "How Marco Rubio Became the GOP's Foreign Policy Candidate", *New Republic*, 10 novembre 2015. Disponible en ligne : <https://newrepublic.com/article/123406/how-marco-rubio-became-gops-foreign-policy-candidate> (page consultée le 14 juillet 2016).
- Boot, Max, « Is a New Republican Foreign Policy Emerging? », *Commentary*, février 2016, p. 11-17.
- Brooks, Stephen, G. John Ikenberry et William C. Wohlforth, "Don't Come Home, America: The Case against Retrenchment", *International Security*, vol. 37, n° 3, hiver 2012-13, p. 7-51.
- Caré, Sébastien, *Les libertariens aux États-Unis : Sociologie d'un mouvement asocial*, Rennes, PUR, 2010.
- Chavez, Linda, "Donald Trump's America", *Commentary*, octobre 2015, p. 13-19.
- Clement, Scott, "Hillary Clinton is the most trusted 2016 candidate on terrorism", *Washington Post*, 23 novembre 2015. Disponible en ligne : <https://www.washingtonpost.com/news/the-fix/wp/2015/11/23/poll-as-republicans-ratchet-up-the-rhetoric-clinton-is-most-trusted-on-terrorism/> (page consultée le 2 février 2016).
- Collectif, « Conservatives Against Trump », *National Review*, 15 février 2016, p. 26-38.
- Council on Foreign Relations, "Foreign Policy and the 2016 Primaries", table ronde au CFR, 22 janvier 2016. Disponible en ligne : <http://www.cfr.org/elections/foreign-policy-2016-primaries/p37444> (page consultée le 29 février 2016).
- Crowley, Michael, "Trump Rewrites GOP Foreign Policy", *Politico*, 22 juillet 2016. Disponible en ligne : <http://www.politico.com/story/2016/07/rnc-2016-donald-trump-foreign-policy-225991> (page consultée le 13 août 2016).
- Daalder, Ivo et James Lindsay, *America Unbound : The Bush Revolution in Foreign Policy*, Washington, Brookings Institution Press, 2003.
- Dione, E.J., *Why the Right Went Wrong: Conservatism—From Goldwater to the Tea Party and Beyond*, New York, Simon & Schuster, 2016.
- Drezner, Daniel, « Rebooting Republican Foreign Policy. Needed: Less Fox, More Foxes », *Foreign Affairs*, vol. 92, n° 1, 2013, p. 143-152.
- Dueck, Colin, *Hardline: The Republican Party and US Foreign Policy Since World War II*, Princeton, Princeton UP, 2010.
- Egan, Patrick, *Partisan Priorities: How Issue Ownership Drives and Distorts American Politics*, New York, Cambridge UP, 2013.
- Fifield, Anna, "In Japan and South Korea, bewilderment at Trump's suggestion they build nukes", *Washington Post*, 28 mars 2016. Disponible en ligne : https://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/in-japan-and-south-korea-bewilderment-at-trumps-suggestion-they-build-nukes/2016/03/28/03eb2ace-f50e-11e5-958d-d038dac6e718_story.html (page consultée le 4 avril 2016).
- Flournoy, Michele and Janine Davidson, "The Logic of U.S. Foreign Deployments", *Foreign Affairs*, vol. 91, n° 4, 2012, p. 54-63.
- Friedersdorf, Conor, "Rand Paul Sketches an Alternative to Bush-Clinton Hawk Policies", *The Atlantic*, 23 octobre 2014. Disponible en ligne : <http://www.theatlantic.com/politics/archive/2014/10/rand-paul-offers-an-alternative-to-hawks-like-bush-and-clinton/381851/> (page consultée le 2 février 2016).
- Frum, David, "The Great Republican Revolt", *The Atlantic*, janvier-février 2016, p. 48-59.
- Trip Gabriel, "Ben Carson Is Struggling to Grasp Foreign Policy, Advisers Say", *New York Times*, 17 novembre 2015.

- Gay, John Allen, "Ted Cruz's New Foreign Policy Isn't Conservative", *The National Interest*, 1er août 2014. Disponible en ligne : <http://nationalinterest.org/feature/ted-cruzs-foreign-policy-isnt-conservative-10991> (page consultée le 2 février 2016).
- Godet, Aurélie, *Le Tea Party. Portrait d'une Amérique désorientée*, Paris, Vendémiaire, 2012.
- Goldberg, Jeffrey, « The Obama Doctrine : The president explains his hardest decisions about America's role in the world », *The Atlantic*, avril 2016, p. 70-90.
- Guyatt, Nicholas, *Another American Century? The United States and the World after 2000*, Londres, Zed Books, 2000.
- Haass, Richard, *Foreign Policy Begins at Home: The Case for Putting America's House in Order*, New York, Basic Books, 2013.
- Hayes, Stephen, "No Trump", *Weekly Standard*, 14 mars 2016. Disponible en ligne : <http://www.weeklystandard.com/no-trump/article/2001405> (page consultée le 2 avril 2016).
- Heer, Jeet, « An Oligarch in Populist's Clothing », *New Republic*, novembre 2015, p. 11-13.
- Heilbrunn, Jacob, "The New Foreign Policy Populism", *The National Interest*, mars-avril 2016, p. 5-9.
- , « The Republican Civil War », *The National Interest*, n° 140, Nov.-Dec. 2015, p. 5-10.
- , "The Republican Consensus", *The National Interest*, n° 137, mai-juin 2015, p. 5-8.
- Hook, Janet et Patrick O'Connor, "GOP Candidates' Split on Foreign Policy Intensifies", *Wall Street Journal*, 3 décembre 2015. Disponible en ligne : <http://www.wsj.com/articles/gop-candidates-split-on-foreign-policy-intensifies-1449188917> (page consultée le 2 février 2016).
- Jervis, Robert, « Unipolarity : A Structural Perspective », *World Politics*, vol. 61, n° 1, 2009, p. 188-213.
- Kirkpatrick, Jeane, "Dictatorships and Double Standards", *Commentary*, novembre 1979, p. 34-45.
- Kristol, William, "Donald and Decadence", *Weekly Standard*, 28 mars 2016. Disponible en ligne : <http://www.weeklystandard.com/donald-and-decadence/article/2001621> (page consultée le 2 avril 2016).
- Kristol, William et Robert Kagan, « Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy », *Foreign Affairs*, vol. 75, n° 4, 1996, p. 18-32.
- Lizza, Ryan, « The Great Divide: Clinton, Sanders, and the future of Democratic Party », *New Yorker*, 21 mars 2016, p. 38-44.
- Mann, James, *Rise of the Vulcans: The History of Bush's War Cabinet*, New York, Penguin Books, 2004.
- Mastanduno, Michael, « System Maker and Privilege Taker : US Power and the International Political Economy », *World Politics*, vol. 61, n° 1, 2009, p. 121-154.
- Mead, Walter Russell, *Special Providence : American Foreign Policy and How It Changed the World*, New York, Knopf, 2001.
- Meyer, Alix, *Les républicains et le Congrès. La résistible ascension des conservateurs américains*, Rennes, PUR, 2015.
- Milne, David, "Ted Cruz's Un-American 'America First' Strategy", *Foreign Policy*, 16 décembre 2015. Disponible en ligne : <http://foreignpolicy.com/2015/12/16/ted-cruzs-un-american-america-first-strategy/> (page consultée le 25 février 2016).
- Mort, Sébastien, "Tailoring Dissent on the Airwaves: The Role of Conservative Talk Radio in the Right-wing Resurgence of 2010", *New Political Science: A Journal of Politics and Culture*, vol. 34, n° 4, 2012, p. 485-505.

- Petrocik, John, "Issue Ownership in Presidential Elections, with a 1980 Case Study", *American Journal of Political Science*, vol. 40, n° 3, 1996, p. 825-850.
- Podhoretz, John, "A New Theory of Trump", *Commentary*, avril 2016, p. 1-3.
- Ponnuru, Ramesh, "Who Caused Trump?", *National Review*, 23 mai 2016, p. 16-17.
- , "Never Trump", *National Review*, 28 mars 2016, p. 18-20.
- Posen, Barry, « Command of the Commons : The Military Foundation of U.S. Hegemony », *International Security*, vol. 28, 1, 2003, p. 5-46.
- Preble, Christopher, *The Power Problem: How American Military Dominance Makes Us Less Safe, Less Prosperous, and Less Free*, Ithaca, Cornell UP, 2009.
- Rothkopf, David, "Put a Fork in the Tradition of GOP Foreign Policy Competence", *Foreign Policy*, 27 juillet 2016. Disponible en ligne : <http://foreignpolicy.com/2016/07/27/put-a-fork-in-the-tradition-of-gop-foreign-policy-competence-hillary-clinton-trump-history-security/> (page consultée le 2 septembre 2016).
- Sestanovich, Stephen, *Maximalist: America in the World from Truman to Obama*, New York, Knopf, 2014.
- Sullivan, Sean et Karen DeYoung, "On foreign policy, the GOP candidates are 'all over the map'", *Washington Post*, 11 novembre 2015. Disponible en ligne : https://www.washingtonpost.com/politics/on-foreign-policy-the-gop-candidates-are-all-over-the-map/2015/11/11/ab26309a-8885-11e5-be8b-1ae2e4f50f76_story.html (page consultée le 2 février 2016).
- Vavrek, Lynn, *The Message Matters: The Economy and Presidential Campaigns*, Princeton, Princeton UP, 2009.
- Ward, Alex, "Why Donald Trump Should Be Taken Seriously on Foreign Policy", *Foreign Policy*, 27 octobre 2015. Disponible en ligne : <http://foreignpolicy.com/2015/10/27/donald-trump-is-right-about-foreign-policy/> (page consultée le 2 février 2016).
- Wright, Thomas, "Trump's 19th Century Foreign Policy", *Politico Magazine*, 20 janvier 2016. Disponible en ligne : <http://www.politico.com/magazine/story/2016/01/donald-trump-foreign-policy-213546> (page consultée le 2 février 2016).